



Appui au transport collectif

*Mémoire dans le cadre des
consultations pré-budgétaires 2023*

Association canadienne du transport urbain

7 octobre 2022



Appuyer le transport collectif

Recommandation : Fournir un soutien opérationnel au transport collectif alors que l'achalandage revient aux niveaux pré-pandémique.

Nous sommes encouragés par le fait que tous les ordres de gouvernement reconnaissent les avantages et l'importance du transport collectif. Pour décarboniser le secteur des transports, il est essentiel de favoriser une croissance économique plus inclusive, d'améliorer l'offre de logement abordable et de promouvoir l'équité sociale. L'investissement sans précédent de 4,6 milliards de dollars des gouvernements dans le soutien opérationnel des systèmes de transport collectif, dans le cadre de l'Accord sur la relance sécuritaire, ainsi que le financement de fonctionnement supplémentaire de 750 millions de dollars offert en février 2022 ont été très appréciés. Cependant, ces fonds s'épuisent dans de nombreuses provinces. Alors que les systèmes de transport collectif continuent de progresser vers les niveaux d'achalandage pré-pandémique, ils ont encore besoin d'une injection de fonds supplémentaire en 2023 pour aider à atténuer les manques à gagner.

Même si deux millions de personnes utilisent le transport collectif à chaque jour, la pandémie a considérablement réduit l'achalandage. Selon les données les plus récentes de Statistique Canada (juillet 2022), l'achalandage du transport collectif était d'environ 63 % et les revenus à 66 % comparativement aux niveaux pré-pandémique.

Sans financement adéquat, les systèmes de transport collectif n'auront d'autre choix que de réduire les services et les opérations, essentiels pour soutenir les travailleurs de première ligne pendant la pandémie et nécessaires à la relance post-pandémique. Il est essentiel d'éviter une spirale vers le bas des niveaux de service, qui entraînerait une réduction de l'achalandage, une réduction des revenus et aurait des impacts négatifs à long terme sur l'achalandage, le potentiel de réduction des émissions, le coût de la vie et même les objectifs d'équité sociale dans les communautés marginalisées.

Lorsque le manque à gagner a entraîné d'importantes réductions de service à Toronto dans les années 1990, il a fallu 18 ans pour que l'achalandage se rétablisse. Il faut éviter une spirale descendante à travers le pays. Nos villes deviendront plus congestionnées. Les objectifs climatiques deviendront plus difficiles à atteindre. Les navetteurs du Canada doivent pouvoir compter sur un cordon de sécurité pour l'emploi, l'éducation, les loisirs et les services essentiels.

Le transport collectif relie les régions urbaines tentaculaires de notre pays et représente une porte d'entrée vers la croissance et le progrès dans les zones suburbaines et rurales. Le Canada a besoin de plus de logements et de plus de transport collectif pour les desservir. **Nous avons salué l'investissement de 750 millions de dollars en soutien opérationnel pour le transport collectif, annoncé en février 2022. Cela a également permis d'accélérer les progrès en matière d'offre de logements, en collaboration avec les municipalités. Nous recommandons que cette mesure soit reconduite pour 2023.**

L'ACTU croit que les gouvernements provinciaux devraient également assumer certains de ces coûts, comme beaucoup l'ont fait avec des accords de réciprocité, dans le cadre de l'Accord sur la relance sécuritaire et des investissements de février 2022. Pour éviter les disparités entre les provinces, nous encourageons le gouvernement fédéral à inclure une disposition pour un financement de base limité, sans contrepartie provinciale. Cela inciterait les provinces à réciproquer, afin d'avoir accès à la totalité de l'allocation d'une province.

Le soutien du gouvernement fédéral a été essentiel pour combler les manques à gagner. Les niveaux d'achalandage n'ayant toujours pas atteint les niveaux pré-pandémiques, un appui demeure nécessaire.



L'Autorité régionale de transport métropolitain prévoit de lourdes pertes financières jusqu'en 2024. Aux États-Unis, le gouvernement fédéral a offert deux séries de soutien opérationnel pour le transport collectif, la dernière s'étendant jusqu'en 2024.

L'investissement en capital dans le transport collectif est nécessaire et le bienvenu. Nous remercions le gouvernement de continuer à travailler de manière proactive avec les réseaux de transport collectif et les provinces pour maintenir actif le flux vers des projets d'immobilisations, dans le cadre du plan Investir dans le Canada. Nous sommes également heureux que le gouvernement ait ouvert une consultation sur le financement permanent des immobilisations pour le transport collectif et nous présenterons une soumission à Infrastructure Canada. Cependant, sans soutien opérationnel d'urgence maintenant, nous sommes confrontés à une situation ironique : la construction de nouvelles lignes de transport collectif alors que les services existants doivent être réduits.

